

Lundi après-midi, 20 mars 2017

---

**Chancellerie d'Etat****4      2016.RRGR.674      Motion 142-2016 CGes (Siegenthaler, Thoune)  
Obtenir une vue d'ensemble des commissions  
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 142-2016  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 27.06.2016  
Déposée par: CGes (Siegenthaler, Thoune) (porte-parole)  
CGes (Ruchti, Seewil)  
Cosignataires: 0  
N° d'ACE: 64/2017 du 25 janvier 2017  
Direction: Chancellerie d'Etat

**Obtenir une vue d'ensemble des commissions**

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'examiner attentivement et au niveau supra-directionnel les commissions instituées en vertu de l'article 37 de la loi d'organisation par le Conseil-exécutif, les Directions, la Chancellerie d'Etat ou les unités administratives qui leur sont subordonnées quant à leur fonction, leurs tâches, leurs compétences, leur utilité et leur nécessité ;
2. de réduire d'un tiers le nombre de commissions, par exemple en supprimant des organes ou en les réunissant ;
3. de dresser chaque année la liste de toutes les commissions engagées au niveau cantonal – quelle que soit leur fonction (conseil, exécution, etc.) et leur nom (commission cantonale, organe consultatif, organe de réflexion, etc.).

Développement :

En vertu de l'article 37, alinéa 2 de la loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA ; RSB 152.01), le Conseil-exécutif, les Directions et la Chancellerie d'Etat peuvent constituer des commissions dans lesquelles sont appelés à siéger des experts ou expertes ou des personnes représentant certains groupes de population. Ces commissions ont pour but de mettre des connaissances extérieures à l'administration au service de l'accomplissement des tâches publiques. La CGes ne conteste pas ce but en soi. Elle estime par contre qu'il y a des améliorations à apporter dans le maniement de cet instrument.

La liste des « Commissions de l'administration centrale » de l'annuaire officiel du canton de Berne compte actuellement plus de 90 organes. Selon les éclaircissements de la CGes, cette liste n'est toutefois pas complète. On ne peut donc pas être absolument sûr du nombre exact de commissions. A cela vient s'ajouter une multitude de dénominations pour des organes qui tombent tous sous le coup de l'article 37, alinéa 2 LOCA (p. ex. commission spécialisée, commission cantonale, organe consultatif, organe de coopération, organe de réflexion, etc.), ce qui escamote encore la vue d'ensemble.

Les commissions ont déjà été examinées une fois, lors de la réforme gouvernementale 2003-2008 et en réponse à l'intervention parlementaire Fässler-Schärer 114/2004, « Analyse des commissions cantonales ». D'après le rapport de gestion 2008, cet examen a amené les Directions à reconsidérer systématiquement leurs commissions et à acquérir une vue d'ensemble dans ce domaine. Si cette analyse n'a mis au jour aucun besoin urgent, les Directions et la Chancellerie d'Etat ont toutefois été chargées de vérifier régulièrement si les commissions relevant de leur domaine de compétences sont encore nécessaires et utiles et si la charge financière qu'elles occasionnent reste sup-

portable conformément à l'article 101, alinéa 4 de la Constitution cantonale (ConstC ; RSB 101.1). Le Grand Conseil a alors liquidé la motion 114/2004 avec le rapport de gestion 2008.

Fin 2014, la CGes a demandé au Conseil-exécutif une vue d'ensemble actuelle des commissions instituées en vertu de l'article 37 LOCA. La CGes devait alors constater que jusqu'à cette requête, aucune vue d'ensemble précise de toutes les commissions instituées au niveau cantonal n'était disponible. Entre-temps, le Conseil-exécutif a certes fait part à la CGes de son intention de publier sur Internet la liste complète des commissions de l'administration, extraite de l'annuaire officiel, et de la mettre régulièrement à jour (voir aussi la réponse du Conseil-exécutif à l'interpellation 195-2015 Luginbühl-Bachmann, Liste des commissions du canton de Berne, du 27.1.2016). Au vu de la première adaptation de l'annuaire officiel au 1er mars 2016, la CGes doute cependant que l'objectif de clarté et de transparence visé soit effectivement atteint. Certaines commissions ont fait leur apparition dans la liste, tandis que pour des raisons inexplicables, d'autres n'y figurent plus.

Ainsi, la CGes estime que sa recommandation du 27 août 2015 au Conseil-exécutif n'a pas été suffisamment mise en œuvre (contrôle ciblé des commissions existantes). Pour s'assurer une vue et un contrôle d'ensemble, le Conseil-exécutif proposait en effet uniquement que les Directions et la Chancellerie d'Etat contrôlent régulièrement de manière décentralisée les commissions relevant de leur domaine de compétences. La CGes sait d'expérience que cette approche ne tient pas assez compte de ce qui lui tient à cœur : un recours parcimonieux aux commissions d'une part et, dans un souci d'efficience, une réduction du nombre d'organes existants d'autre part. L'approche décentralisée adoptée en 2008 déjà – sans succès – le confirme également. On n'échappera donc pas à un examen centralisé, avec prise en compte de l'optique cantonale. A cet égard, il faut également rappeler que depuis la création des commissions permanentes spécialisées en 2014, il existe des organes qui peuvent reprendre certaines tâches des commissions existantes – qu'il s'agisse par exemple d'examiner dans un organe de réflexion si de nouvelles idées pourraient réunir une majorité ou de s'interroger sur la nécessité de modifications législatives.

Enfin, avec la présente motion, la CGes entend s'assurer du respect de la volonté du législateur, qui, en introduisant la règle générale de l'article 37 LOCA, visait un recours ciblé à des spécialistes externes.

### Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Il dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. C'est lui qui décide en dernier ressort.

L'article 37 de la loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA ; RSB 152.02) règle la compétence du Conseil-exécutif et des Directions dans le recours à des spécialistes externes : le Conseil-exécutif, les Directions et la Chancellerie d'Etat peuvent constituer des commissions dans lesquelles sont appelés à siéger des experts ou expertes ou des personnes représentant des groupes de population déterminés.

Ces commissions consultatives viennent compléter les connaissances techniques disponibles dans l'administration cantonale. Elles permettent en particulier d'accomplir des tâches cantonales dans des domaines très techniques sans qu'il ne soit pour cela nécessaire d'embaucher de nouveaux collaborateurs et collaboratrices ou de mandater des externes (p. ex. commission des allocations familiales, Commission cantonale pour le service médical scolaire). Elles permettent aussi d'aborder à dessein des thèmes transversaux et de prendre en considération les intérêts en présence (p. ex. Commission cantonale de l'égalité, Commission cantonale d'éthique). Le Conseil-exécutif constate que ces commissions cantonales sont particulièrement précieuses pour les conseils qu'elles fournissent à l'administration et au Conseil-exécutif. Il est en outre convaincu que recourir à des commissions consultatives va dans le sens d'une activité administrative participative et de l'efficience et de l'économicité du travail administratif.

Tandis que les commissions instituées en vertu de l'article 37 LOCA soutiennent le Conseil-exécutif et l'administration dans leurs tâches exécutives – parmi lesquelles la procédure législative préliminaire et la mise en œuvre de la législation, des arrêtés du Grand Conseil et des jugements entrés en force – les commissions de surveillance et les commissions spécialisées soutiennent le Grand Conseil dans ses tâches législatives. La composition des commissions parlementaires dépend avant tout de considérations politiques et non techniques. D'ailleurs, si les commissions spécialisées ou les commissions de surveillance se mettaient à œuvrer dans le domaine de l'exécutif et

conseillaient le Conseil-exécutif et l'administration dans leurs tâches d'exécution à la place des commissions consultatives, le principe de la séparation des pouvoirs ne pourrait pas être respecté. Dans son intervention, la Commission de gestion aborde la question de la mise à jour, non satisfaisante, de la liste des commissions cantonales publiées dans l'annuaire officiel du canton de Berne. Le Conseil-exécutif signale que les organes listés jusqu'à fin 2016 à la rubrique « Commissions de l'administration centrale » de l'annuaire officiel dépassent largement les commissions consultatives instituées en vertu de la loi d'organisation. Il reconnaît toutefois que cette liste n'est pas toujours à jour et exhaustive.

Pour faire suite aux recommandations de la présente motion, sur mandat du Conseil-exécutif la Conférence des secrétaires généraux a vérifié que toutes les commissions figurant actuellement dans l'annuaire officiel étaient effectivement des commissions consultatives au sens de l'article 37 LOCA, comme le demandait la CGes. A cette occasion, elle a notamment constaté que la liste fait figurer des organes de direction de corporations de droit public ou privé (p. ex. le conseil d'administration de l'Assurance immobilière, le conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile, le conseil de fondation de la Clinique Bernoise de Montana) ou des organes de surveillance (p. ex. des commissions scolaires de gymnases) qui ne répondent pas à la définition de l'article 37 LOCA. Les commissions d'examen ne conseillent pas non plus le Conseil-exécutif et l'administration dans leurs tâches d'exécution. La Commission d'examen pour chasseurs bernois ou bien encore la Commission des examens de notaire sont là pour organiser les examens d'Etat parce que les offices et les Directions concernés ne maîtrisent pas suffisamment la matière. Les commissions consultatives se distinguent donc des groupes de travail ou de projet internes à l'administration, constitués majoritairement de collaborateurs et collaboratrices du canton.

Grâce à cet examen, la liste publiée dans l'annuaire officiel ne comprendra dorénavant que les commissions consultatives instituées en vertu de l'article 37 LOCA visées par la CGes. Le titre vague « Commissions de l'administration centrale » sera par conséquent remplacé par « Commissions consultatives ». Les noms des organes et institutions qui ne figureront plus dans l'annuaire cantonal seront publiés sur l'internet cantonal, en règle générale sur la page d'accueil de la Direction compétente – un endroit bien plus approprié.

Il faudra désormais réexaminer et mettre à jour cette liste chaque année. Afin de garantir une vue globale, cet examen ne sera pas mené uniquement par la Direction compétente, mais aussi par la Conférence des secrétaires généraux. Cette vue d'ensemble des commissions spécialisées sera également soumise au Conseil-exécutif une fois par an. Le Conseil-exécutif ne juge pas opportun de prendre des mesures pour changer l'approche décentralisée décrite par la présente motion. Il partage certes l'avis de la CGes : une vue d'ensemble est nécessaire. Dans une organisation où l'attribution des compétences est décentralisée, les fondements de cette vue d'ensemble doivent cependant toujours être élaborés par les unités d'organisation décentralisées, à savoir les Directions. Afin que le Conseil-exécutif puisse juger si la Commission de la chasse et de la protection de la faune sauvage par exemple, ou la Commission spécialisée pour l'optique sont toujours appropriées, il a besoin de l'avis technique de la Direction que le législateur a désignée compétente pour mener à bien les tâches d'exécution en question (ici l'ECO et la SAP).

Le Conseil-exécutif considère ainsi qu'un objectif chiffré de réduction du nombre de commissions consultatives serait peu judicieux. En effet, les commissions consultatives accomplissent des tâches de conseil et de suivi importantes pour le Conseil-exécutif et l'administration dans les domaines techniques étrangers à l'administration. Il faut tenir compte des besoins existants pour les instituer et les dissoudre.

En résumé, le Conseil-exécutif est favorable à la requête de la Commission de gestion, à savoir l'examen et la mise à jour annuelle de la liste des commissions consultatives instituées en vertu de l'article 37 LOCA (ch. 1 et 3 de la motion). Il constate cependant que les mesures demandées ont déjà été mises en œuvre par la Conférence des secrétaires généraux et que ces points de la motion peuvent donc être classés. Le Conseil-exécutif ne juge pas nécessaire de fixer un pourcentage de réduction du nombre de commissions spécialisées (ch. 2 de la motion). Il vaut mieux que le gouvernement et les Directions puissent continuer de faire un bon usage de ce précieux outil. Le Conseil-exécutif propose donc de rejeter le point 2 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: Adoption et classement

Chiffre 2: Rejet

Chiffre 3: Adoption et classement

**Le président.** Der Kommissionspräsident der GPK wird uns die Motion vorstellen. Es ist punktweise Abstimmung beantragt. Wir führen eine reduzierte Debatte. Das heisst, Sie haben zwei Minuten Redezeit, mit Ausnahme des Kommissionssprechers, der für sein Votum etwas mehr Zeit hat.

**Peter Siegenthaler, Thoune (PS),** président de la CGes. Fachkommission für Augenoptik, Fachkommission natürliche Heilmethoden, Kooperationsgremium Menschenhandel, Prüfungskommission für Notare, Kommission für Bildungsurlaube für den deutschsprachigen Kantonsteil, Kommission für Schul- und Gemeindebibliotheken, Familienzulagenkommissionen, Kantonaler Verkehrsrat, Volkswirtschaftskommission – ich könnte diese Aufzählung noch weiter fortsetzen. Was ich vorgelesen habe, sind Beispiele aus einer Liste von Fachkommissionen, welche der Regierungsrat vor zwei Jahren auf Wunsch der GPK erstellt hat. So lange beschäftigen wir uns bereits mit diesem Thema, mit dem Ziel, in einem ziemlich verworrenen Bereich Transparenz zu schaffen. Das Problem beginnt bereits bei der Begrifflichkeit. Einmal ist von Fachkommissionen die Rede, im Staatskalender wird von Kommissionen der Zentralverwaltung geredet, und in der Verordnung über die Entschädigung der entsprechenden Mitglieder werden sie staatliche Kommissionen genannt. Weitere Begriffe sind Sounding Boards oder beratende Gremien. Unser Anknüpfungspunkt ist Artikel 37 Absatz 2 des Organisationsgesetzes (OrG). Unter dem Titel «Externes Fachwissen» steht dort: «Sie» – also Regierungsrat, Direktionen und Staatskanzlei – «können Kommissionen mit Sachverständigen oder Vertretungen bestimmter Bevölkerungsgruppen einsetzen.» Die meisten Fachkommissionen basieren jedoch nicht alleine auf dieser Rechtsgrundlage, sondern auf spezialgesetzlichen Vorschriften. Beispielsweise basiert die Kommission für das Prostitutionsgewerbe auf dem Gesetz über das Prostitutionsgewerbe. Die Liste, welche die GPK vor zwei Jahren erhalten hat, umfasste 75 – ich betone: 75 – Fachkommissionen. Sie unterscheiden sich zudem von der Liste im Staatskalender. Dort sind, so sagte man uns, auch Kommissionen erfasst, welche Behördencharakter haben und damit eigentlich keine Fachkommissionen im Sinne von Artikel 37 Absatz 2 des OrG darstellen. Es gibt also offenbar Fachkommissionen, die gar keine Fachkommissionen sind. Umgekehrt haben im Staatskalender aber 20 Fachkommissionen gefehlt, die auf unserer Liste standen, und tatsächliche Fachkommissionen sind. Bei dieser Verwirrung verwundert es denn auch nicht, dass niemand mehr sagen kann, wie viele Fachkommissionen – wie auch immer man diese definiert – es im Kanton eigentlich gibt.

Wir haben deshalb dem Regierungsrat empfohlen, die Fachkommissionen aus einer Gesamtsicht heraus überdirektional zu überprüfen. Die Antwort des Regierungsrats auf diese Empfehlung war relativ unverbindlich. Deshalb haben wir uns Mitte 2016 entschlossen, diesen Vorstoss einzureichen und drei Dinge zu fordern: Erstens eine zentrale Überprüfung aller Fachkommissionen, zweitens eine Reduktion der Anzahl dieser Fachkommissionen und drittens die jährliche Erstellung einer vollständigen Liste. Wir möchten vorab dem Regierungsrat für seine Antwort danken und dafür, dass er bereit ist, die Ziffern 1 und 3 als Motion anzunehmen. Allerdings – und das freut uns weniger – möchte er die beiden Ziffern gleichzeitig abschreiben lassen. Das lehnen wir ab. Wir sind der Meinung, die Arbeit sei noch längst nicht getan. Die Kommission hat deshalb ohne Gegenstimme beschlossen, Ihnen zu beantragen, die Motion in allen drei Ziffern zu überweisen und die Abschreibung zu bestreiten. Ich führe kurz zu den einzelnen Punkten aus, weshalb wir dies tun.

Erstens zur zentralen Überprüfung. Die Generalsekretärenkonferenz hat zwar eine Überprüfung vorgenommen, aber nur in Bezug auf ein Kriterium, nämlich auf die Funktion. Das Resultat dieser Überprüfung ist, dass verschiedene Fachkommissionen eben gar keine Fachkommissionen darstellen und deshalb nicht mehr Gegenstand der Betrachtung sind. Dabei wendet der Regierungsrat eine sehr enge Definition von Fachkommissionen an, die sich nicht aus dem erwähnten Artikel 37 Absatz 2 ergibt. Unabhängig von dieser Frage muss man sagen, dass dies sicher keine umfassende Überprüfung war. Die GPK fordert, dass die Fachkommissionen auch hinsichtlich ihrer Aufgaben, ihrer Kompetenzen, ihres Zwecks und vor allem ihrer Notwendigkeit überprüft werden. Eine solche, tiefgehende Prüfung hat nicht stattgefunden, und deshalb darf Ziffer 1 nicht abgeschrieben werden.

Zu Ziffer 2, zur Reduktion. Der Regierungsrat lehnt diesen Punkt ab, weil Fachkommissionen nach Bedarf eingesetzt werden sollen und nicht nach starren Quoten. Dieser Meinung sind wir auch. Nur hegen wir grosse Zweifel, ob diese Vorgabe wirklich eingehalten und ihr vor allem auch nachgelebt wird. Im Vortrag zum entsprechenden Artikel im OrG heisst es, Fachkommissionen seien gezielt einzusetzen – gezielt, also zurückhaltend. Wenn die GPK jedoch feststellen muss, dass nicht einmal ein Überblick besteht, wie viele Kommissionen es gibt, wie sollen wir dann glauben, irgende-

mand achte darauf, dass diese Kommissionen zurückhaltend eingesetzt werden? Wir haben intern diskutiert, wie gross das Reduktionsziel sein soll. Wichtig ist bei unserer Forderung das Wort «rund». Es wird niemand böse, Herr Staatsschreiber, wenn am Schluss nur ein Viertel aller Fachkommissionen verschwindet. Dies umso mehr, als der Regierungsrat bei Richtlinienmotionen einen relativ grossen Handlungsspielraum hat. Der Wert ist deshalb ambitiös angesetzt, um auszudrücken, dass wir eine substantielle Reduktion verlangen.

Zur jährlichen Übersicht. Auch hier bestreiten wir die Abschreibung, weil der Regierungsrat etwas vorschlägt, das eben genau in die falsche Richtung geht. In der Antwort des Regierungsrats heisst es sinngemäss, dass künftig nur noch die echten Fachkommissionen im Staatskalender aufgeführt werden sollen. Weiter heisst es: «Die damit nicht mehr im Staatskalender geführten Gremien und Institutionen bleiben an (besser) geeigneter Stelle – in der Regel auf der Homepage der fachlich zuständigen Direktion – im kantonalen Internet publiziert.». Aber nun wird ja wohl niemand ernsthaft glauben, dass so die Transparenz verbessert wird! Vielleicht hat der Regierungsrat unsere Motion ja auch zu wenig genau gelesen. Wir fordern einfach eine Übersicht über alle Gremien, unabhängig davon, wie sie heissen und welche Funktionen sie haben. Setzt der Regierungsrat seinen Vorschlag um, schafft er nur bei den echten Fachkommissionen einen Überblick. Bei allen weiteren Gremien, über die nur noch dezentral auf irgendwelchen Websites Rechenschaft abgelegt werden muss, bleibt das Chaos weiterhin bestehen.

Ich komme zum Schluss. Wenn wir nicht länger bereit sein wollen, den Wildwuchs um echte und falsche Fachkommissionen, Sounding Boards, beratende Gremien etc. wuchern zu lassen, dann muss man unserer Motion jetzt in Gottes Namen zustimmen. Es braucht ein klares Zeichen des Grossen Rats, dass in diesem Bereich endlich Klarheit und Ordnung geschaffen wird. Ich bitte Sie, die Motion zu überweisen und nicht abzuschreiben.

**Le président.** Die Fraktionssprecherinnen und -sprecher haben das Wort. Wie gesagt, Sie haben zwei Minuten Redezeit.

**Hasim Sancar, Berne (Les Verts).** Der Titel der GPK-Motion gibt uns genug Informationen über den Inhalt dieses Vorstosses. Die Motion verlangt eine Gesamtübersicht über die Fachkommissionen und ihre Funktionen, Aufgaben, Kompetenzen, Zweckmässigkeit, Notwendigkeit und deren kritische Überprüfung durch den Regierungsrat. Zudem verlangt die Motion, dass diese Übersicht über sämtliche vom Regierungsrat eingesetzten Kommissionen und Gremien mit diversen Namen jährlich erstellt werden soll. Wie die GPK in ihrer Motion erwähnt, ist die genaue Zahl der bestehenden Kommissionen nicht bekannt, obwohl im Staatskalender des Kantons Bern 90 Kommissionen der Zentralverwaltung aufgeführt sind.

Die grüne Fraktion geht mit der GPK einig, dass eine jährliche Überprüfung und Erstellung der Fachkommissionen notwendig ist. Deshalb sind die Grünen gegen die Abschreibung der Punkte 1 und 3. Eine Abschreibung würde bedeuten, dass sich faktisch nichts ändert, womit die grüne Fraktion nicht einverstanden ist.

Punkt 2 verlangt, dass die bestehenden Kommissionen und Gremien um rund einen Drittel reduziert werden. Hier hat die grüne Fraktion eine differenzierte Haltung. Etwa die Hälfte der Fraktion ist mit dieser Forderung nicht einverstanden, weil ihnen diese Reduktion zu pauschal scheint und eine qualitative Begründung fehlt. Sie sind der Meinung, dass eine kritische Überprüfung eine qualitative Reduktion mit sich bringen muss. Deshalb wird etwa die Hälfte unserer Fraktion Punkt 2 ablehnen.

**Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS).** Je ne reviendrai pas ici sur les buts de la motion puisqu'ils ont déjà été détaillés. Je rappellerai en introduction que le but de ces commissions n'est pas contesté par la Commission de gestion. En revanche, il règne un flou que certains pourraient qualifier d'artistique concernant le nombre desdites commissions. En 2014, la Commission de gestion en demandait une vue d'ensemble, mais jusqu'ici il ne s'est pas passé grand-chose. Dans la réponse à la motion, le Conseil-exécutif considère que les mesures demandées ont été mises en œuvre, il ne juge pas nécessaire non plus un pourcentage de réduction, propose donc d'accepter les points 1 et 3, de les classer et de rejeter le point 2. Le groupe socialiste ne partage pas cette vue optimiste du Conseil-exécutif et il est en faveur de l'acceptation de tous les points de la motion, il est opposé à son classement. À juste titre, dans son commentaire, le Conseil-exécutif relève l'importance des thèmes transversaux. Malheureusement, il n'en tire pas toutes les conséquences et il s'en tient encore à une approche qui est extrêmement décentralisée de la thématique des commissions. Certes, il mentionne bien la Conférence des secrétaires généraux, – cela veut donc dire que l'on s'en tient à

une approche qui est plus administrative que politique – et il n'y a évidemment que des esprits mal tournés qui pourront déduire que c'est au niveau de l'administration que le pouvoir s'exerce, mais on sait bien qu'il n'y a pas d'esprits mal tournés dans cette salle. Je crois que l'on peut mettre en perspective cette vision «décentralisatrice» avec une constatation qui n'est pas seulement valable pour notre canton, à savoir que les exécutifs tendent à devenir des juxtapositions de chefs de départements, certes très compétents, plutôt que les membres d'un collège. Des thèmes transversaux sont appelés à prendre de l'importance dans les années à venir, je pense aux relations avec l'aménagement du territoire et le développement économique ou les transports, et ce serait une excellente occasion, en repensant le thème des commissions, de prendre aussi en compte une véritable approche transversale. En conclusion, le groupe socialiste vous demande d'approuver les trois points de la motion et de vous opposer au classement.

**Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV).** Diese Motion der GPK nimmt ein Anliegen auf, das nicht neu ist. Die Frage nach dem bestmöglichen Mitteleinsatz und nach dem qualitativ guten Erledigen von übertragenen Aufgaben beschäftigt die Staatsgebilde nämlich bereits seit der Antike. Die EVP-Fraktion hält es für richtig, dass Bürgerinnen und Bürger mit ihrem Fachwissen der Regierung und der Verwaltung über so genannte Fachkommissionen wertvolle Dienste leisten können. Gleichzeitig ist die EVP aber für Transparenz, und diese ist hier eben nötig. Wir sind überzeugt, jedes Ding habe seine Zeit. Sprich: Gewisse Aufgaben die eine Fachkommission erfüllen muss, sind irgendwann einmal erledigt, oder könnten eben anderweitig besser erfüllt werden. In diesem Sinn unterstützt die EVP-Fraktion die Ziffern 1 und 3 vollständig und ohne Abschreibung.

Bei Ziffer 2 verhält es sich ein wenig anders. Obwohl die EVP-Fraktion das Anliegen der Reduktion von Fachkommissionen auf ein gesundes und vertretbares Mass vollumfänglich unterstützt, scheint es einer Mehrheit, dass hier die vorgeschriebene starre Reduktion um einen Drittel etwas unverhältnismässig ist. Eine Minderheit der EVP-Fraktion hingegen sieht hier im Rahmen einer Richtlinienmotion einerseits, aber auch in der Formulierung «rund einen Drittel» genügend regierungsrätlichen Spielraum, um dem Kernanliegen von Ziffer 2, der Reduktion, Rechnung zu tragen und Fachkommissionen gemäss Artikel 37 des OrG gezielt oder eben zurückhaltend einzusetzen. Vielleicht noch ein Wort zur Abschreibung. Bei uns kommt es ein wenig sonderbar an, dass die Regierung beispielsweise Ziffer 3 bereits jetzt abschreiben will, wo sie doch selber in der Antwort schreibt, im Bereich Aktualisierung und Vollständigkeit der geführten Liste über die Kommissionen bestehe ein gewisser Handlungsbedarf. Wir schreiben also nicht ab.

**Moritz Müller, Bowil (UDC).** Wir haben den Vorstoss Punkt für Punkt angeschaut und diskutiert. Nach unserer Auffassung macht es angesichts der grossen Flut von Kommissionen – es sind etwa 100, von denen wir Kenntnis haben, mit jeweils 2 bis ca. 40 Mitgliedern pro Kommission – absolut Sinn, jährlich eine kritische Überprüfung vorzunehmen. Zudem ist es sinnvoll, die Reduktion ins Auge zu fassen. Sie ist ja offen gestaltet, mit der Formulierung «rund einen Drittel», und wie der GPK-Präsident bereits sagte, werden wir dann auch nicht «stürme», wenn es nur ein Viertel sein wird. Aber es macht absolut Sinn und ist sicher umsetzbar, in einem gewissen Rahmen zu reduzieren. Jährlich zu überprüfen, eine Übersicht zu schaffen und diese aufzuzeigen, dient lediglich der Transparenz. Dies auch für die Zukunft, wenn irgendwo ein Problem auftaucht mit einer Kommission, oder wenn zur Unterstützung wieder irgendein Gremium ins Leben gerufen werden soll. Deshalb wird die SVP alle drei Punkte als Motion annehmen und die Abschreibung ablehnen.

**Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD).** Es wurde schon viel gesagt. Wenn man bedenkt, wie lange dieses Thema bereits Thema ist, ist es wirklich an der Zeit, es endlich gründlich zu durchleuchten und den Staatskalender effizient und nachhaltig zu bewirtschaften. Wir haben in der Fraktion gestaunt, wie viele externe Kommissionen vorhanden sind. Da kommt die Frage auf, wie oft diese Kommissionen in den letzten Monaten und Jahren getagt haben. Und sind diese Gremien überhaupt noch aktuell, zweckorientiert und führen sie zum verlangten Ziel? Wie der Regierungsrat in seiner Antwort zugibt, besteht wirklich ein gewisser Handlungsbedarf. Aus diesem Grund und zur künftigen geordneteren Übersicht unterstützt die BDP-Fraktion die Forderung der GPK. Sie nimmt alle Punkte als Motion an und möchte nichts abschreiben.

**Jakob Schwarz, Adelboden (UDF).** Die EDU-Fraktion ist auch der Meinung, die GPK habe hier ein wichtiges Anliegen aufgenommen. Es ist richtig, dass Transparenz und Übersicht geschaffen und in diesem Sinne auch gleich ein wenig aufgeräumt wird. Die EDU-Fraktion wird deshalb die Ziffern 1

und 3 annehmen, ohne sie abzuschreiben. Bei Ziffer 2 haben wir etwas Mühe mit diesem «rund einen Drittel». Es ist halt gleichwohl so, dass es dann nicht nur ein Viertel sein kann. Rund ein Drittel ist eben nicht rund ein Viertel oder auch nicht rund die Hälfte. Es ist schon ein wenig eine starre Vorgabe. Daher würden wir es lieber sehen, wenn diese Ziffer in ein Postulat gewandelt würde. Oder wenn dort stünde, was der GPK-Sprecher ausgeführt hat, nämlich «eine substanzielle Reduktion», dann wären wir damit vollumfänglich einverstanden.

**Michael Köpfli, Berne (pvl).** Ich könnte jetzt eigentlich «copy-paste» mit dem Votum meines Vorredners machen. Wir sehen es genau gleich: Punkt 1 und 3 nehmen wir an und bestreiten deren Abschreibung. In Punkt 2 stört uns ebenfalls diese Quote. Immerhin steht dort «rund einen Drittel» und nicht «einen Drittel», demnach besteht schon eine gewisse Flexibilität. Fürs Protokoll möchten wir einfach festhalten: Wenn der Regierungsrat diese Analyse sauber vornimmt und am Ende halt nur ein Fünftel der Fachkommissionen gestrichen wird, so werden wir nicht darauf beharren, dass in der Motion ein Drittel verlangt wurde. Wir finden es einfach wichtig, dass man diese Bereinigung vornimmt, und wir stimmen daher allen drei Punkten zu.

**Le président.** Ich habe keine weiteren Wortmeldungen, daher erhält der Staatsschreiber das Wort.

**Christoph Auer, chancelier.** Wie Sie gesehen haben, beantragt Ihnen die Regierung, Ziffern 1 und 3 als Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben, und Ziffer 2 abzulehnen. Es besteht also Einigkeit mit den Vorrednern, was die Ziffern 1 und 3 anbelangt. Auch die Regierung ist der Meinung, hier bestehe Handlungsbedarf. Es ist richtig; man sollte diese Kommissionen jährlich überprüfen, damit die Gesamtregierung auch jährlich wieder einen Überblick darüber erhält, welche Fachkommissionen es gibt, wie sich diese entwickelt haben und wie häufig sie getagt haben. Das ist ein berechtigtes Anliegen, und die Regierung teilt diese Ansicht. Dies gilt ebenso für Ziffer 3. Es ist richtig, dass bei der Publikation der Listen dieser Kommissionen Handlungsbedarf besteht. Die derzeitige Publikation im Staatskalender ist nicht befriedigend. Es herrscht dort ein wenig ein Wildwuchs. Es sind Gremien aufgeführt, die nichts mit Fachkommissionen zu tun haben. Auch damit ist also die Regierung einverstanden.

Weshalb beantragt Ihnen die Regierung nun, die beiden Ziffern bereits jetzt abzuschreiben? Der Grund liegt darin, dass diese Arbeiten bereits an die Hand genommen worden sind. Die Gesamtregierung hat sich bereits ein erstes Mal mit diesem Thema befasst, ebenso die Generalsekretärenkonferenz. Auch die in Ziffer 3 verlangte neue Liste, die Transparenz schaffen soll, ist bereit. Man hat diese noch nicht aufgeschaltet, weil man zunächst diese Debatte anhören wollte. Diese Arbeiten sind demnach angelaufen. Ich attestiere, dass sie – berechtigterweise – durch die GPK angestossen wurden. Jetzt sind sie in Gang, und daher kann man aus Sicht der Regierung die Ziffern 1 und 3 abschreiben. Mir ist klar, dass für Sie der Tatbeweis noch nicht erbracht ist. Sie haben die neue Liste noch nicht gesehen und konnten Sie nicht überprüfen. Insofern kann die Regierung auch mit einer Überweisung der Ziffern ohne Abschreibung leben. Aber damit rennt man, wie gesagt offene Türen ein.

Ich möchte allerdings betonen, dass es bei diesem Vorstoss um die Fachkommissionen geht. Das ist dem Regierungsrat durchaus wichtig. Auch durch die Aussagen des Kommissionspräsidenten der GPK ist nun ein wenig der Eindruck entstanden, man sollte diesen Begriff nicht wörtlich auslegen, sondern sämtliche existierenden Gremien auflisten. Wenn das wirklich der Wille wäre, dann hätten wir nicht bloss 70 oder 90, sondern wahrscheinlich 150 Gremien. Wir müssten dann sämtliche Gerichtsbehörden, die Bodenverbesserungskommission, das Einigungsamt, sämtliche regionalen Spitalzentren, die Verwaltungsräte und sehr viele weitere Gremien in diesem Kanton, die nichts mit Fachkommissionen zu tun haben, ebenfalls auflisten. Ich kann Ihnen sagen, dadurch würde der Wildwuchs grösser. Es würde sicher nicht einer grösseren Transparenz dienen, wenn wir nun damit begännen, alle diese verschiedenen Gremien mit den Kommissionen zu vermischen. Dies einfach schon einmal als Hinweis zur Umsetzung.

Bezüglich Ziffer 2 hegt die Regierung natürlich Bedenken, und ich würde es daher sehr begrüssen, wenn der Präsident der GPK diese Ziffer allenfalls in ein Postulat wandeln könnte. Die Regierung ist gerne bereit, zu prüfen, ob man reduzieren kann. Aber ich kann bereits jetzt sagen, dass eine Vorgabe, wonach man um 30 Prozent reduzieren soll, nicht sachgerecht wäre. Die meisten dieser Kommissionen sind in einem Gesetz geregelt. Man müsste sehr viele Gesetze anpassen. Wollte man beispielsweise die Fachkommission für Sport, die Volkswirtschaftskommission oder das Einigungsamt abschaffen, müsste man die entsprechenden Gesetze – die Sie erlassen haben – anpas-

sen. Sehr viele Kommissionen sind auch in einer Verordnung geregelt. Es sind also keine Kommissionen, bei denen die Regierung einfach beschliessen kann, man wolle nun deren 20 weniger. Vielmehr muss man die Rechtsordnung und den Vollzug neu überprüfen. Es ist beispielsweise auch nicht denkbar, dass man bei Kandidaten, die eine Notariatsprüfung ablegen müssen, diese Prüfung nicht mehr durch ein Fachgremium, sondern durch die Verwaltung abnehmen lässt, welche nicht das entsprechende Fachwissen besitzt. Sollten Sie daher Ziffer 2 nicht ablehnen wollen, wäre es aus Sicht der Regierung sachgerecht, sie als Postulat zu überweisen, um hier den Spielraum etwas offenzuhalten.

Ich fasse zusammen: Die Regierung ist einverstanden mit der Stossrichtung der Ziffern 1 und 3 und möchte diese annehmen, sie aber zugleich bereits abschreiben lassen. Ziffer 2 lehnt die Regierung ab. Würde sie nicht abgelehnt, so wäre aus der Sicht der Regierung auch vor dem Hintergrund der von einigen Vorrednern angeführten Bedenken eine Überweisung als Postulat der richtige Weg.

**Le président.** Herr Kommissionspräsident, möchten Sie etwas wandeln?

**Peter Siegenthaler, Thoune (PS).** Kommissionspräsident der GPK. Nein, wir wandeln nicht in ein Postulat, sondern halten an unseren Anträgen fest. Auch weil wir diese Anträge in der Kommission einstimmig beschlossen haben, wollen wir nun nichts ins Postulat wandeln, vor allem auch nicht Ziffer 2. Ich bitte Sie, den Anträgen der GPK ins unserem Sinne zu folgen.

**Le président.** Wir kommen zur ziffernweisen Abstimmung. Bei Ziffer 1 und 3 werden wir, sollten sie angenommen werden, noch über deren Abschreibung befinden. Der Vorstoss wird in allen Ziffern als Motion aufrechterhalten. Wer Ziffer 1 zustimmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

---

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 143

Non 1

Abstentions 0

**Le président.** Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wir befinden über die Abschreibung. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt ja, wer nicht abschreiben will, stimmt nein.

Vote (ch. 1; classement)

---

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 11

Non 130

Abstentions 6

**Le président.** Sie haben die Abschreibung abgelehnt. Wer Ziffer 2 zustimmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

---

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 131

Non 14

Abstentions 3

**Le président.** Der Rat hat Ziffer 2 angenommen. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer sie

ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

---

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 148

Non 0

Abstentions 0

**Le président.** Sie haben Ziffer 3 einstimmig angenommen. Wer die Ziffer abschreiben will, stimmt ja, wer sie nicht abschreiben will, stimmt nein.

Vote (ch. 3; classement)

---

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 15

Non 131

Abstentions 2

**Le président.** Sie haben Ziffer 3 nicht abgeschrieben.